

1) la conservation; 2) l'exploitation de sources d'énergie supplémentaires; 3) la recherche et la mise au point de nouvelles sources; 4) la mise en commun des stocks de pétrole dans des situations critiques; 5) la coopération financière; 6) l'aide aux pays moins développés; 7) un cadre de collaboration pour les rapports entre producteurs et consommateurs, à savoir le groupe d'action. «On n'a qu'à envisager la fin de ce siècle pour comprendre que la crise de l'énergie marque l'avènement douloureux de l'interdépendance mondiale,» déclarait M. Kissinger dans son discours d'ouverture le 11 février. «Notre réaction pourrait fort bien déterminer si nous serons en mesure de régler les problèmes internationaux de l'avenir.»

En l'espèce, les entretiens furent assez pénibles et l'ordre du jour quelque peu tronqué. La Conférence n'a abordé en effet que deux articles: les observations préliminaires et le communiqué, et ce dernier, seul document officiel déposé à la Conférence, ne péchait pas par excès d'imagination.

Même avant l'arrivée des participants, on s'était alarmé, tant du côté arabe que parmi les Alliés, à l'idée que la Conférence et tout mécanisme de continuation ressembleraient à une tentative de front commun contre les producteurs de pétrole. De son côté, M. Kissinger nous avertissait que le monde se trouvait au bord d'un désastre économique sans pareil et qu'une prolifération égoïste de pactes bilatéraux entre consommateurs et producteurs hâterait le jour du jugement sur le plan économique.

Programme américain

En raison de l'embargo arabe imposé en octobre dernier, les États-Unis avaient entrepris un programme rigoureux de conservation nationale de l'énergie joint à la recherche intensive de sources énergétiques nouvelles ou supplémentaires, que symbolisait le «Projet Indépendance» visant à l'autarcie avant 1980. Le Canada poursuivait pour sa part une ligne de conduite analogue.

Entre-temps, la plupart des pays invités à la Conférence tâchaient par tous les moyens de se procurer des stocks de pétrole à n'importe quel prix, même par le truchement des transactions bilatérales réprouvées par M. Kissinger. Il était donc clair, au tout début de la conférence, qu'on nourrissait du ressentiment dans les deux camps.

Une question à propos de laquelle le Canada est intervenu brièvement touchait la mise en commun des approvisionnements d'énergie. L'intérêt porté par

certain délégués au rôle que le Canada pourrait jouer à cet égard, en tant que nation «nantie», ressortait d'observations formulées par M. Kissinger, par M. William Simon, administrateur fédéral de l'Énergie aux États-Unis, par M. Masoyoshi Ohira, ministre des Affaires étrangères du Japon, par M. Helmut Schmidt, ministre des Finances de la R.F.A., ainsi que par M. Jobert. La délégation canadienne se donna du mal — allant jusqu'à manifester quelque exaspération — pour dissiper chez les participants et les journalistes l'idée d'assimiler le Canada à une vache laitière jouissant d'un pâturage sans bornes et capable d'alimenter le reste du monde en énergie.

Il y eut aussi la notion vigoureusement exprimée dans le texte d'un discours de M. Jobert, qu'il ne prononça d'ailleurs pas, selon laquelle le Canada et les États-Unis, forts de leur autarcie projetée, pourraient pratiquer un isolationnisme énergétique qui laisserait les autres à la merci de la conduite imprévisible des Arabes.

Les Américains firent leur possible pour apaiser ces craintes en déclarant fermement qu'ils étaient prêts à mettre en commun non seulement les ressources de la technologie américaine, mais aussi leurs richesses naturelles s'il le fallait. Tout en promettant son entière collaboration aux efforts à tenter, le Canada s'est gardé d'engager ses ressources; il a même cherché à déprécier son potentiel énergétique, pour ce qui est notamment des sables bitumineux de l'Alberta auxquels s'intéressent les Japonais et les Américains.

Voilà à peu près le seul aspect précis de politique énergétique qui ait retenu l'attention générale, et cette flambée s'éteignit bientôt sous le souffle d'une plus pressante réalité — le phénomène européen.

Durant la première étape des débats, un haut fonctionnaire canadien avait fait observer qu'il semblait exister «une position française et une position européenne». Il devint en effet, avec le temps, de plus en plus difficile de voir comment les deux pourraient s'accorder, voire satisfaire aux exigences d'un communiqué final compréhensif.

Influence de M. Jobert

C'est vers la fin de la première journée que M. Jobert, mettant de côté le discours qu'il avait préparé, s'exprima de façon à éveiller l'antagonisme de ses collègues européens — particulièrement les Allemands — comme celui des Américains. La Conférence se transforma dès lors en terrain d'épreuve de la force et de l'unité des neuf membres du Marché commun, ainsi que de leurs rapports collectifs avec les États-Unis.

L'affaire n'était pas aussi nettement